



## Moyens de pression : frustrée de la fermeture du gouvernement, la FIQ hausse le ton

Pendant 48 heures, les membres de la FIQ et de la FIQP seront appelées à refuser de faire du temps supplémentaire obligatoire. « Le temps du travail forcé est terminé », ont lancé les déléguées de la FIQ et de la FIQP, réunies en Conseil national extraordinaire.

Elles considèrent que le gouvernement n'a pas apporté de réponse concrète à leurs demandes centrales: réinventer le temps complet et instaurer les ratios professionnelles en soins / patient-e-s en CHSLD. Sans ces avancées, il est impensable d'attirer de nouvelles professionnelles en soins dans le réseau, de retenir celles qui y travaillent comme des forcenées depuis des années et de faire revenir celles qui ont choisi de le quitter, épuisées.

Le 7 octobre dernier, le message de la FIQ était clair : il devait y avoir des avancées concrètes à la table de négociation avant le 13 octobre pour éviter un soulèvement des professionnelles en soins. Ainsi, cinq jours après avoir lancé cet ultimatum à la partie patronale, les déléguées ont voté des actions musclées.

Elles se sont donc prononcées en faveur d'un appel aux membres de refuser le travail forcé, sans faire de temps supplémentaire obligatoire pendant 48 heures, soit du 24 octobre minuit au 25 octobre 23h59. Un réseau de la santé qui fonctionne grâce au travail forcé des femmes, ça suffit!

Bien sûr, les déléguées sont conscientes que des impacts juridiques sont à prévoir puisque malheureusement, le refus du travail forcé est considéré comme une action concertée. Très rapidement, les équipes locales informeront les membres des conséquences qui pourraient découler de cette action phare.

D'autres coups d'éclat mettant en lumière la détresse des professionnelles en soins sont également prévus.